

per leurs analyses du *warlordism*, « les seigneurs de guerre » pour l'Afrique de l'Ouest : dans cette optique, la guerre elle-même est son propre objectif, car le pillage est plus facilement mené dans un contexte de guerre que dans une situation de paix.

En ce qui concerne ces deux derniers points, on pourrait les considérer comme des adaptations à la globalisation. Autrement dit, au lieu de voir la guerre en Afrique comme l'échec d'un système, il faudrait plutôt la regarder comme l'émergence d'un autre système pour rechercher profit et pouvoir : les motivations économiques ont remplacé idéologie, culture et identité comme facteurs déterminants des nouvelles guerres. Dans ce modèle de l'économie politique, les questions-clefs sont : l'économie du pays est-elle une économie de rente basée sur l'extraction des ressources minières ? la corruption mine-t-elle l'environnement politique ? la distribution des ressources se fait-elle d'une manière inégale ? Pour la RDC, comme souligné par O. Lanotte, la réponse est affirmative dans les trois cas.

En guise de conclusion, l'auteur évoque des questions importantes sur les droits et les responsabilités des acteurs impliqués dans le conflit et dans le processus de paix. On ne peut qu'être d'accord avec ses appels à un rôle plus honnête de la part de la communauté internationale, à une meilleure prise de responsabilités des élites politiques et à un règlement de conflit durable au Burundi, en Ouganda et au Rwanda. On pourrait ajouter le courage et l'inventivité des Congolais qui ont réussi, malgré les millions de victimes, à continuer leur lutte pour la survie, le développement de plus en plus efficace de la société civile ainsi que leur attachement au sentiment d'être congolais. Malgré le coût humanitaire énorme de ce conflit, il a, peut-être paradoxalement, aidé les Congolais à s'approprier un sentiment nationaliste. Il y a un Etat-nation du Congo, pluraliste certes, mais caractérisé par un désir de reconstruction. Il faudra certainement des générations avant que les blessures de la pauvreté, l'oppression, les rébellions et les guerres guérissent, mais ce sera sur la base de ce sentiment d'appartenance que les Congolais réinventeront leur société et leur Etat.

*Théodore Trefon*

### PUBLICATIONS FRANÇAISES (\*)

Dominique de Villepin, *Un Autre Monde*, L'Herne, 663 p. et Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance, Textes et discours, 1995-2003*, Fayard.

L'ancien et le nouveau ministre des Affaires étrangères publient en même temps leurs textes et discours. Dominique de Villepin a fait préfacé son livre par Stanley Hoffmann et l'a fait suivre de courts textes d'intellectuels de renom : Christoph Bertram, Régis Debray, Carlos Fuentes, Charles Grant, Robert E. Hunter, Bernard-Henri Lévy, Norman Mailer, Fernando Savater, Simon Serfaty, Susan Sontag, Antonio Tabucchi, Tzvetan Todorov, Mario Vargas Llosa, Avraham B. Yehshua. Deux hommes, deux styles, deux grands professionnels pour une même politique. L'un et

(\*) L'abondance des matières de ce volume nous a contraints à reporter les comptes rendus de certains ouvrages au volume suivant.

l'autre, avant d'occuper la responsabilité du Quai d'Orsay, ont été dans l'intimité du chef de l'Etat. Deux ouvrages fort utiles pour suivre sur près de vingt ans la politique étrangère de la France, de la politique de François Mitterrand à l'égard de la réunification allemande à la crise iraquienne en passant par les subtilités de la construction européenne.

Dominique de Villepin parle et écrit avec le talent qu'on lui connaît. Quatre livres en deux ans, le troisième depuis qu'il est ministre des Affaires étrangères ! Le monde entier, a applaudi son discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU, défendant, durant la crise iraquienne, la voie du droit et de la raison. Dominique de Villepin croit à la force des idées. Inlassablement il plaide, avec des accents hugoliens et jauréssiens, pour le dialogue des civilisations, pour un Etat palestinien, pour une constitution européenne. Pierre Hassner lui a fait reproche d'avoir trop parlé dans la crise iraquienne : « *la diplomatie du verbe a aussi ses limites, écrit-il, il faut savoir à un certain moment écouter les autres et arrêter de faire le malin. Autrement la France risque, si elle se montre incapable de compromis, de ne tirer aucun profit d'une autorité morale si brillamment acquise* ». Pour Pierre Hassner, le défi à Washington s'est révélé contre-productif et a, paradoxalement, fait le jeu des faucons contre Colin Powell. En tout cas, son attitude vaut à Dominique de Villepin de solides inimitiés outre-Atlantique : la revue des néo-conservateurs *New Republic* a rendu compte de ses derniers livres avec une rare violence. L'argument de Pierre Hassner est que, puisqu'il était impossible d'infléchir la position américaine au Conseil de sécurité de l'ONU, il ne servait à rien de s'opposer et d'approfondir le fossé d'incompréhension. Cependant, n'est-ce pas parce qu'il était impossible d'influencer l'Amérique qu'il fallait précisément prendre date devant l'opinion mondiale ?

C'est Hubert Védrine qui, dans son livre, justifie finalement la méthode Villepin. Hubert Védrine est un réaliste à la Kissinger. Ceux qui ne l'aiment pas le disent cynique là où son réalisme impressionne. Hubert Védrine, et il a été trop bien placé pour ne pas parler d'expérience – quatorze ans à l'Elysée suivi de cinq ans au Quai d'Orsay –, nous explique qu'aucun homme politique ne peut aujourd'hui résister au pouvoir du système médiatique. La télévision est le pouvoir le plus important de notre époque même si, heureusement, il ne possède ni programme ni état-major. La médiatisation contribue, nous dit Hubert Védrine, à l'ingouvernementalité parce que le système médiatique est plus fort que le politique. Hubert Védrine s'en méfie ; de Villepin l'utilise : il ne peut effectivement que parler, Pierre Hassner a raison, mais le poète connaît mieux que quiconque la puissance et la magie des mots des rêves et des enthousiasmes, surtout quand ils peuvent un instant être relayés par les médias.

C'est encore Hubert Védrine qui explique pourquoi il est très difficile, pratiquement impossible, d'infléchir la politique unilatérale américaine. Il a résumé ses explications dans un mot qui a fait le tour du monde : l'hyperpuissance. Hubert Védrine nous explique que nous n'avons pas compris les transformations profondes qui affectent la politique américaine depuis l'effondrement de l'Union soviétique, transformations qui sont très antérieures aux attentats du 11 septembre et que l'amabilité de Clinton avait masquées : la transformation du Parti républicain en parti populiste, la montée des néo-conservateurs qu'il serait plus juste de qualifier de « réactionnaires » et de « religieux ». Une nouvelle Amérique s'est développée dans « l'angle mort » de notre compréhension. La France ne parvient pas, selon H. Védrine, à comprendre la religiosité d'Etat américaine et n'en mesure pas la dimension politique.

Elle ne comprend pas non plus la nature de l'accord scellé entre le Parti républicain et le Likoud israélien sur les positions de ce dernier. Cette Amérique que nous ne comprenons pas dispose de l'hyperpuissance qui rend pratiquement impossible d'influencer les Etats-Unis comme l'espérait Tony Blair. C'est parce que Hubert Védrine a sans doute au moins en partie raison et que Dominique de Villepin partage sans doute les analyses du Kissinger français, qu'il ne lui reste que la parole et qu'il entend bien en faire usage. Et quel usage!

Dans ce qui a sans été le premier grand livre de théorie des relations internationales, *Twenty years crisis*, Carr expliquait que, dans la science des relations internationales comme dans toutes sciences naissantes, il existait une tension entre utopie et réalisme. Tension inévitable entre ceux qui imaginent que le monde se plie à leur volonté et ceux qui adaptent leur politique à la réalité du monde. L'utopiste est nécessairement volontariste : il croit à la possibilité d'échapper aux déterminismes. Pour le réaliste, la philosophie arrive toujours trop tard pour changer le monde : par la philosophie, le monde ne peut pas être changé, mais seulement pensé. L'utopiste fixe son regard sur l'avenir et pense en terme de créativité; le réaliste regarde vers le passé et pense en terme de causalité. Hubert Védrine et Dominique de Villepin nous offrent une belle image de cette tension. Par leur intelligence ils donnent aussi envie de se réconcilier avec le monde politique souvent si médiocre.

*Jean-Paul Joubert*

**Samy Cohen, *La Résistance des Etats. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Seuil, Paris, 2003.**

Le débat âpre sur la fin de l'Etat perdure. Dans son dernier ouvrage, Samy Cohen contribue à cette discussion académique, mais en refusant l'argumentaire théorique. Sa critique du transnationalisme ne s'enracine pas dans un réflexe réaliste, mais plutôt dans une volonté d'analyse sociologique qui tend à remettre en question l'idée d'une évanescence des pouvoirs étatiques. Elle manifeste un fort scepticisme eu égard à la rhétorique du troisième échiquier développée par Joseph Nye. Faisant écho à l'image des mondes stato-centré et multi-centré étanches l'un à l'autre de James Rosenau, cette rhétorique fait des relations internationales une articulation autour de trois champs : celui de la force armée où les Etats-Unis exercent une suprématie incontestée; celui des rapports de force économique au sein duquel les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon se taillent la part du lion; celui des acteurs non étatiques, dont le pouvoir échapperait au contrôle des gouvernements.

En évaluant les poids respectifs des ONG (champ de la société civile), celui des firmes multinationales (champ économique) et celui des terroristes (champ de la violence transnationale) dans les relations internationales (7), *La Résistance des Etats* démontre le caractère rachitique d'une telle conception. L'érosion des Etats demeure limitée : elle n'est pas universelle, elle n'est pas irréversible et elle n'est pas imposée. Samy Cohen reprend la typologie de Robert Cooper, qui distingue Etats pré-modernes (sans monopole de la coercition légitime), modernes (usages possibles de la

(7) L'auteur accorde une préséance aux ONG puisque les deux tiers de l'ouvrage leur sont consacrés. On lira avec profit les chapitres 2 à 7 sur les ONG, qui se terminent par une réflexion sur le mythe de la société civile internationale.

violence à l'égard des autres Etats) et post-modernes (vieux Etats occidentaux) (8). La thèse décliniste s'applique en majorité à cette troisième catégorie. Or, paradoxalement, celle-ci résiste le plus aux pressions des autres acteurs. Tout d'abord, les ONG internationales exercent une influence étroite et indirecte sur la diplomatie, que ce soit dans le domaine de la sécurité (mines antipersonnel), des droits de l'homme (Cour pénale internationale), de l'humanitaire (rhétorique de l'ingérence humanitaire et développement d'une concurrence d'Etats), de la protection de l'environnement (priorité non encore reconnue par les chancelleries) ou du développement (promesses non tenues par les pouvoirs publics). Ensuite, les Etats et les firmes multinationales sont dans une situation de dépendance réciproque ou de connivences plus que de conflit, car l'expansion commerciale des acteurs économiques correspond à un moyen d'étendre l'influence de l'Etat. Enfin, l'intensification de la violence terroriste renforce les prérogatives sécuritaires des unités étatiques, notamment après le 11 septembre. Ainsi, les enjeux de la mondialisation n'entraînent pas une fin de l'Etat; ils contribuent parfois à une demande d'Etat que les ONG appellent de leurs vœux (nécessité de contribuer à la régulation des échanges, à la rédaction de nouvelles normes, à l'élargissement des sphères d'activité classiques). Non seulement les Etats résistent aux pressions de ces acteurs, mais ils tirent de leurs critiques de nouvelles ressources visant à renforcer leur interventionnisme. Dans cette perspective, la crise de légitimité des politiques publiques – saillante et incontestable – n'engendre pas *ipso facto* une crise de légitimité de l'Etat.

Néanmoins, le propos de Samy Cohen aurait pu faire l'objet d'un approfondissement, notamment lorsqu'il traite des facteurs qui limitent le poids des ONG. La crédibilité ou l'image d'intégrité de ces acteurs, ainsi que l'organisation nécessaire en coalition afin de garantir une lisibilité de leurs revendications, ne sont peut-être pas assez explicitées. Qui plus est, les pages sur la nature des liens entre acteurs issus de la société civile et Etats ne font pas références aux travaux sur la diplomatie de catalyse qui, pourtant, correspond bien aux observations de l'auteur : la complémentarité entre acteurs et la maîtrise encore prégnante du jeu par les Etats *in fine*.

En définitive, *La Résistance des Etats* invite à la modération sur les plans théorique et empirique. C'est là son plus grand intérêt. La réalité ne correspond guère aux prédicats élaborés par les tenants du transnationalisme et du réalisme. Saisir les phénomènes internationaux sur la base exclusive du facteur puissance ou du facteur mondialisation aboutit à une vision idéologique. Le monde des Etats est hétérogène (inégalités économiques et institutionnelles), celui de la société civile ne l'est pas moins. Substituer le transnationalisme au réalisme aboutirait à une simplification tout aussi dangereuse du « haut » vers le « bas ». Penser l'articulation des intérêts entre ces acteurs et la présence encore puissante des Etats : tel est la nécessité du temps, qui ne va pas sans jugements lorsqu'on assiste à l'enlisement de l'Europe, à l'accroissement des inégalités entre Etats ou à l'intensification du conflit israélo-palestinien. A cet égard, la péroraison de Samy Cohen est sans ménagement : « *on ne vit pas la fin des souverainetés, mais un trop-plein de souveraineté contre-productive parce que incapacitante. L'avenir des Etats est dans une forme de désouverainisation plus poussée à la mesure des défis qui leur sont adressés. Il faut redonner au débat sa*

(8) Samy Cohen approfondit cet ultime groupe en reconnaissant les unilatéralistes (Etats-Unis), les férus de diplomatie morale (Canada, Etats scandinaves, Autriche) et les pragmatiques (France et Grande-Bretagne).

*juste dimension. Le monde ne sera pas meilleur uniquement parce que la société civile et les ONG ont pris plus d'importance. C'est l'absence d'un leadership visionnaire qui fait le plus cruellement défaut, capable de mobiliser pour de grandes causes, de faire accepter des sacrifices, de concilier les besoins du Sud avec les craintes du Nord* » (p. 241).

*Frédéric Ramel*

**John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin/Agnès Viénot Editions, Paris, 2003, 553 p.**

Aujourd'hui professeur à l'Université de Princeton, John Keegan est un historien militaire de réputation internationale auteur d'ouvrages tels que *The Face of Battle* ou *A History of Warfare*, qui ont tous deux fait l'objet d'une traduction française. Paru en langue anglaise en 1998, *La Première Guerre mondiale* constitue une présentation exhaustive de ce conflit qui exerça une influence structurante sur le reste du XX<sup>e</sup> siècle.

Sur un plan formel, l'organisation de l'ouvrage en dix parties suit une trame à dominante chronologique, relatant l'histoire militaire de la Grande Guerre, de la formulation des plans d'opérations aux multiples fronts opposant les forces des puissances centrales à celles des Etats de l'Entente. La focalisation sur les aspects militaires traduit le choix de l'auteur de limiter son champ d'étude à son domaine d'excellence, aux dépens – notamment – des aspects économiques et sociaux de la guerre. Le lecteur, n'en bénéficiant que davantage des connaissances de l'auteur, trouvera dans cet écrit une synthèse d'une grande richesse. L'alternance entre le recours au style descriptif, à la narration de combattants de l'époque et à l'analyse de l'auteur est particulièrement bienvenue, ces trois approches témoignant d'une parfaite complémentarité, qui permet à la fois de restituer l'expérience vécue sur le champ de bataille et d'offrir une meilleure compréhension des processus tactiques et de leurs évolutions au cours de la guerre. Cependant, en sus des inévitables coquilles, on regrettera de trouver des erreurs de traduction dans plusieurs des cartes insérées dans le corps du texte, cela étant particulièrement dérangeant dans un ouvrage destiné à un large public (9).

*La Première Guerre mondiale* bénéficie partiellement du recul avec lequel son objet est abordé et, conséquemment, de la diversité et de l'abondance des sources d'excellente qualité portant sur des aspects aussi controversés que la crise de juillet 1914 ou encore les influences respectives de la technologie et de la tactique dans la sortie du blocage tactico-opérationnel qui caractérisa le front occidental jusqu'en 1917. Celui-ci résultait de la croissance des effectifs, de la létalité croissante des armes et de l'incapacité à combiner efficacement les actions des différentes unités une fois que débutait l'engagement.

A de multiples reprises apparaît alors l'une des originalités de l'ouvrage de John Keegan : rapprocher – par des tentatives plus ou moins heureuses – les difficultés

(9) On trouvera ainsi une « marche » de Saint-Gond à la place des marais du même nom (p. 147), ainsi que des troupes australiennes – plutôt qu'autrichiennes – alliées aux Allemands et faisant face aux Russes durant l'offensive Broussilov (p. 376)... John Keegan avait déjà souffert d'erreurs de traduction pour *The Face of Battle*, traduit en français par *Anatomie de la bataille*, formulation plus scientifique ne rendant pas justement compte de l'importance du facteur moral dans les combats.

rencontrées lors de la Première Guerre mondiale de celles auxquelles durent faire face les belligérants des conflits lui ayant succédé. Ainsi, l'auteur souligne le contraste entre, d'une part, la faiblesse du contrôle politique de la planification militaire du début du siècle (en Allemagne principalement) et, d'autre part, la transparence de la planification opérationnelle des bombardiers stratégiques américains de la Guerre froide. Bien qu'il puisse paraître séduisant, le parallèle établi n'en reste pas moins maladroit : Fred Kaplan, dans son ouvrage paru deux décennies auparavant, a parfaitement rendu compte du manque de transparence qui a marqué les débuts de la planification nucléaire du *Strategic Air Command* sous l'autorité du général Curtis Le May (10).

L'interaction entre technologie et tactique est abordée régulièrement par l'auteur tout au long de l'ouvrage, cela au prix de nombreuses redondances pouvant parfois faire regretter au lecteur le choix d'un plan plus analytique. Si l'historien militaire britannique rend assez bien compte des évolutions ayant permis d'obtenir des percées et de les exploiter, on s'étonnera cependant de ne pas le voir prendre position de manière claire dans le débat : l'une de ses seules contributions à ces discussions, par laquelle il dénonce la futilité des débats sur les tactiques d'infanterie (pp. 362-363), n'est pas confortée par ses analyses suivantes, décrivant avec insistance les expériences malheureuses et les innovations doctrinales et organisationnelles destinées à adapter l'assaut de l'infanterie à la létalité croissante du champ de bataille (tactiques d'infiltration, armes combinées, etc.) (11).

Au final, et malgré les quelques regrets précédemment formulés, *La Première Guerre mondiale* demeure certainement un ouvrage de référence, destiné à un public large qui recherche davantage une bonne synthèse de la dimension militaire qu'une analyse approfondie et actualisée répondant aux débats d'histoire et de stratégie militaires n'étant pas clos à ce jour.

*Corentin Brustlein*

Georges Le Guelte, *Terrorisme nucléaire. Risque majeur, fantasme ou épouvantail*, IRIS/PUF, Paris, 2003, 166 p.

L'évolution du contexte international depuis le 11 septembre 2001 se traduit depuis par l'omniprésence de la menace de « terrorisme nucléaire » dans les analyses théoriques et médiatiques contemporaines. Le développement de cette perception croissante de la réalité au sein de l'opinion publique française et internationale a poussé Georges Le Guelte à rédiger *Terrorisme nucléaire. Risque majeur, fantasme ou épouvantail ?* Praticien et spécialiste des questions nucléaires, George Le Guelte a notamment rédigé en 1997 un ouvrage intitulé *Histoire de la menace nucléaire* (12). Ancien adjoint au directeur des relations internationales du CEA, ancien Secrétaire

(10) Cf. John KEEGAN, *La Première Guerre mondiale*, Perrin/Agnès Viénot Editions, Paris, 2003, p. 66; Fred M. KAPLAN, *The Wizards of Armageddon*, Simon & Schuster, New York, 1984, pp. 133-134.

(11) Sur ce thème, et de manière surprenante, aucune mention n'est faite à certains travaux fondateurs tels que ceux de B. I. Gudmundson : cf. par exemple Bruce I. GUDMUNDSON, *Stormtroop Tactics. Innovation in the German Army 1914-1918*, Praeger, New York, 1995 (1<sup>re</sup> éd. : 1989), 232 p.

(12) Georges LE GUELTE, *Histoire de la menace nucléaire*, Hachette, 1997, 411 p. Cet ouvrage didactique, outre son analyse principale, contient notamment en annexe une excellente chronologie de l'histoire de l'arme nucléaire.

du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, il est actuellement directeur de recherche à l'IRIS.

Le but de Georges Le Guelte n'est pas de présenter un ouvrage théorique, mais plutôt didactique et pédagogique, destiné à un large public : l'auteur tente de poser clairement le débat, de définir les termes, de dissocier et de hiérarchiser les menaces dangereusement amalgamées au sein de la notion confuse de « *terrorisme nucléaire* ». Selon lui, la conséquence principale de l'émergence croissante de ce concept est la fusion, au sein de certains discours gouvernementaux et médiatiques, de deux menaces auparavant dissociées : d'une part, l'action terroriste menée par des acteurs non étatiques ; d'autre part, la prolifération d'armes de destruction massive au sein d'acteurs étatiques considérés comme instables ou belligères. L'emploi désormais récurrent, ambigu et imprécis de la notion de « *terrorisme nucléaire* » conduirait à produire et diffuser un sentiment de menace irrationnel au sein de l'opinion publique mondiale. Ce sentiment de menace, justifié par les attentats du 11 septembre, qui ne sont en rien des actes de « *terrorisme nucléaire* », est instrumentalisé en toute conscience par certaines puissances majeures et relayé et accentué par des médias internationaux qui ne jouent pas correctement leurs rôles pédagogiques et critiques. La masse des citoyens se trouve ainsi dépourvue pour juger de façon rationnelle de la réalité de ces menaces.

Cette situation peut conduire à deux écueils potentiellement dangereux : surestimer certains risques pour en sous-estimer d'autres qui leur sont pourtant liés. Cette situation est accentuée par l'absence de communication des pouvoirs publics concernant certaines questions liées à ces risques. Ce silence peut parfaitement se comprendre pour des raisons de sécurité concernant des informations sensibles qu'il pourrait s'avérer dangereux de diffuser dans la littérature ouverte. Néanmoins, ce même silence participe à la construction et à l'instrumentalisation d'une peur collective irrationnelle liée à « *l'absence de démentis crédibles ou d'informations sérieuses [...qui...] laisse le champ libre aux spéculations les plus fantaisistes* ».

Et l'auteur d'ajouter avec justesse que « *l'exploitation qui est ainsi faite du 'terrorisme nucléaire', toutes les manipulations et les amalgames auxquels l'expression se prête, alors qu'aucun événement ne s'est jamais produit qui en confirme le danger, pourraient laisser supposer qu'il s'agit d'une pure invention, d'un mythe qui ne recouvre aucune réalité* ». Cela constituerait effectivement une erreur d'analyse majeure. De même, focaliser uniquement l'attention des citoyens sur l'occurrence d'actions du type de celles survenues à New York tend parallèlement à minorer d'autres menaces induites plus graves. La conséquence majeure est une réduction de l'analyse et de la gestion de ces menaces dont le risque d'occurrence est pourtant tout aussi réaliste mais dont la gravité est bien plus importante.

La démarche de l'auteur consiste donc avant tout à tenter de clarifier les termes et les enjeux objectifs soulevés par le « *terrorisme nucléaire* » sur la base des seules informations accessibles dans la littérature ouverte. Son but est d'informer le plus grand nombre de façon simple, sans être simpliste, et pédagogique sans être moraliste, afin de permettre à chacun de se forger l'opinion la plus objective sur un sujet destiné à rester, au moins de façon diffuse, au cœur de l'actualité internationale : « *ni réalité d'expérience, ni simple fantasme, le 'terrorisme nucléaire' est une notion nébuleuse, évoquant un risque terrifiant, inconnu, invisible, insaisissable, irrésistible, et dont personne ne se préoccupe de prévenir les effets* ».

Thierry de Montbrial, *Quinze ans qui bouleversèrent le monde. De Berlin à Bagdad*, Dunod, 482 p.

Thierry de Montbrial (13) conduit en franc-tireur un vivifiant exercice d'analyse rétrospective des changements opérés sur la scène du monde depuis quinze ans. L'ouvrage se présente comme la juxtaposition chronologique des « *perspectives* » publiées chaque année par l'auteur, dans l'annuaire *Ramses*. L'originalité de sa démarche réside tout entière dans le parcours auquel il a choisi de convier son lecteur. En effet, pour le chercheur « *il ne s'agit pas seulement de saisir les événements et leurs articulations, mais de restituer en temps réel comment la manière même de voir les problèmes du monde a évolué au cours d'une période de transformation accélérée* ».

Au fil des « *points de vue* » ainsi assemblés, Thierry de Montbrial suit les modifications progressives de l'ordre international en commentant, pas à pas, le parcours et l'évolution des acteurs et des dynamiques à l'œuvre au cours de chaque année écoulée, car pour lui « *les rapports internationaux ne s'inscrivent pas dans un jeu abstrait et le cours de l'histoire se détermine en fonction du déroulement concret de crises concrètes* ». Ses analyses successives s'appuient sur une forte érudition théorique et une excellente connaissance des données politiques, culturelles et économiques qui sous-tendent les relations internationales, augmentées d'une volonté de proposer *in fine* des choix clairement déterminés. L'ouvrage combine ainsi une vivifiante « *mise en perspective* », rendue possible par les « *points de vue* » additionnés, avec la « *mise en sens* » opérée par le spécialiste face aux bouleversements du monde qui l'environne.

Cependant, le caractère extrêmement fécond d'une telle démarche semble achopper sur la dualité de son ambition constitutive. En effet, l'extrême richesse des analyses de Thierry de Montbrial ne laisse pas nécessairement au lecteur la possibilité de démêler les fils de l'évolution de sa réflexion au cours de cette période charnière. Pourquoi ne pas avoir conduit l'effort de « *distanciation* » jusqu'à son terme et avoir entrepris, pied à pied en parallèle, de discuter les naturelles contradictions, les impasses et surtout les nombreuses intuitions auquel l'exercice de ces chroniques annuelles a pu donner lieu ? En ne quittant jamais la retranscription annuelle des bouleversements du monde sans y ajouter de commentaires, l'auteur ne les adjoint certes, d'aucun filtre susceptible de réintroduire le brouillage d'une dénaturation rétrospective, mais il s'interdit également de progresser plus avant dans son passionnant exercice d'interrogation du déroulement de l'histoire immédiate durant une telle période de basculement.

En pratique, ses « *perspectives* » s'avèrent jalonnées, au détour d'analyses rigoureuses, de précieux tâtonnements intuitifs. L'auteur pressent par exemple en juillet 1994, avec une extrême prudence, que « *depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis sont tournés vers eux-mêmes, vers leurs problèmes domestiques [...] Pour un retour de l'Amérique dans une grande politique mondiale, il faudrait un choc majeur qui ne s'est pas encore produit, et sur la nature duquel je ne me hasarderai pas à spéculer* ». Face au déferlement d'événements majeurs tels la chute du Mur de Berlin, l'implosion de l'ensemble soviétique, le déroulement de la guerre du Golfe, la survenance des attentats terroristes du 11 septembre 2001, les heurts et progrès de la construc-

(13) Directeur et fondateur de l'Institut français des relations internationales, professeur titulaire de la chaire « Economie appliquée et relations internationales » au Conservatoire national des arts et métiers et professeur à l'École polytechnique, et membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

tion européenne, puis la guerre en Iraq, la pensée du directeur de l'Institut français des relations internationales nous confronte magistralement à l'indépassable « *incertitude* » analytique et prédictive.

*Guillaume Durin*

Philippe Richardot, *Les Grands Empires. Histoire et géopolitique*, Ellipses, Paris, 2003, 464 p.

Ce bel ouvrage est une synthèse historique érudite, qui a les qualités d'un instrument de travail : on y trouve des cartes, des chronologies, des tableaux, des glossaires, des bibliographies, un index. Il commence par une introduction sur les notions d'empire – « *le plus grand corps politique conçu par l'homme* » (p. 5) – et d'après-empire, puis comprend six parties sur l'Empire romain, l'Empire ottoman, les Empires germaniques et habsbourgeois, l'Empire russe puis soviétique, les empires coloniaux. Il se termine par une conclusion sur les causes de la décadence des Empires.

Sans le préciser, Philippe Richardot a donc choisi d'étudier certaines constructions impériales de l'aire euro-méditerranéenne, puisqu'il a écarté les Empires pré-columbiens, chinois, indiens, perses, arabes ou encore l'Empire napoléonien. Il ne s'interroge pas non plus sur la notion d'« empire américain ». C'est plutôt aux héritiers ou à certains héritiers de Rome qu'il prête son attention : Byzance, dont les successeurs, rivaux, furent aussi bien les Ottomans que Moscou ; l'Empire chrétien d'Occident ou de *Mittleuropa*, de Charlemagne et d'Otton aux Habsbourg. Il y ajoute les empires coloniaux créés par les Etats européens de la façade atlantique : Portugal, Espagne, France, Hollande, Angleterre. Son approche est historique, beaucoup plus que géopolitique : il retrace la naissance, l'ascension, le déclin et la disparition des ensembles impériaux ; puis il envisage les problèmes de succession politique et territoriale posés par cette disparition (ainsi en Europe de l'Est, dans les Balkans, au Proche-Orient, en Eurasie, en Afrique noire).

Le livre n'entreprend pas une véritable analyse du ou des concept(s) d'empire (14) : très utile, l'introduction ne compte que six pages et, parmi les éléments communs retenus, l'auteur oublie l'idée d'universalité (le mot ne figure pas à l'index). La distinction entre l'empire comme régime ou type de gouvernementalité et l'empire comme structure ou type de politique est à peine évoquée, tout comme la comparaison entre les types d'empires ou la différence entre cités, royaumes, Etats, Eglises, empires... Dans bien des cas, faut-il même écrire « empire » ou « Empire » ? La minuscule ou la majuscule ont autant d'importance que pour « état » et « Etat » ! En fait, le gros de l'ouvrage porte moins sur les constructions géopolitiques impériales – leurs dénominations, idéologies, langues, institutions, caractéristiques spatiales ou démographiques –, que sur l'histoire diplomatico-militaire de la « *question d'Orient* » (pp. 98-116), de l'Allemagne et des unifications allemandes (pp. 150-195), de la Russie et de l'URSS (pp. 298-345), de la colonisation et de la décolonisation (pp. 376-412).

(14) Cf. Maurice DUVERGER (dir.), *Le Concept d'empire*, PUF, Paris, 1980; Jean TULARD (dir.), *Les Empires occidentaux de Rome à Berlin*, PUF, Paris, 1997.

Les parties consacrées à « *l'Empire allemand* » (sic) et à « *l'Empire des Habsbourg* » sont les plus décevantes, sans parler des erreurs factuelles. Pour les Français d'aujourd'hui, habitués à se mouvoir dans l'univers de pensée laïc de l'Etat et de la nation, toute la difficulté est de saisir : les anciennes structures féodales, dynastiques ou ecclésiastiques ; les notions plus ou moins antagonistes – *Reich, Staat, Bund, Volk* – propres à l'histoire politique allemande ; la nature des Etats habsbourgeois, divisés en deux branches après 1556, l'une à Madrid, l'autre à Vienne, ou celle du margraviat de Brandebourg devenu royaume de Prusse en 1701, ou encore celle de l'archiduché d'Autriche devenu Empire en 1804, l'année du couronnement impérial de Napoléon I<sup>er</sup>, deux ans avant la dissolution du Saint Empire romain-germanique ! Y a-t-il une continuité autre que géographique (p. 154) entre l'empire médiéval, monarchie chrétienne élective, l'empire bismarckien-wilhelminien, monarchie constitutionnelle fédérale, l'Empire weimarien (15), république fédérale nationale, l'Empire hitlérien, *völkische Führerstaat* ?

David Cumin

Stanley Hoffmann, *L'Amérique vraiment impériale ? Entretiens sur le vif avec Frédéric Bozo*, Editions Louis Audibert, Paris, 2003, 174 p.

L'ouvrage se présente sous la forme d'une conversation conduite par Frédéric Bozo, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes, examinant la nature de la politique étrangère américaine actuelle, ainsi que ses éventuelles implications futures, à la lumière de réflexions livrées par un intellectuel, ontologiquement œcuménique (16), relativement au conflit iraquien en cours et à ses conséquences à venir.

Professeur à Harvard, où il dirige le Center for European Studies, Stanley Hoffmann, aiguillé en cela par le questionnaire de Frédéric Bozo, y aborde successivement la crise diplomatique franco-américaine antérieure au début des opérations militaires, les tendances historiques de la politique extérieure américaine et son éventuelle discontinuité actuelle passablement déterminée par les attentats du 11 septembre 2001, la guerre en Iraq proprement dite, la problématique inhérente au concept de « *nation building* » et à sa mise en application dans le cadre iraquien et, enfin, la question de l'avenir du système international et, dans une perspective normative, de la place qu'il apparaîtrait préférable que la superpuissance américaine y occupe.

Ce faisant et réalisant ainsi l'objet dudit ouvrage, Stanley Hoffmann en conclut qu'« *une Amérique vraiment impériale n'est ni souhaitable ni possible* » dans la mesure où, contrairement à l'affrontement de puissance et de légitimité qui s'instaura après 1945, depuis 1990, et en dépit de la réalité d'une unipolarité systémique, « *l'hyperpuissance [américaine] est limitée par l'interdépendance, par la capacité d'Etats souverains même faibles, et par la montée du terrorisme* », autant d'éléments qui « *exigent une action multilatérale* » (pp. 166-168) dans la mesure où, « *si l'équilibreur est en fait*

(15) Ainsi que le remarque P. RICHARDOT, l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution de 1919 stipulait : « *l'Empire allemand est une république* ».

(16) La triple nationalité française, américaine et autrichienne de Stanley Hoffmann peut contribuer, du moins théoriquement, à le disposer en qualité d'observateur étranger à toute forme de chauvinisme susceptible d'interférer au cœur d'une quête d'objectivité qui s'en trouverait *ipso facto* altérée.

*une puissance hégémonique, on aboutit à un paradoxe, puisque l'équilibre consiste alors à perpétuer une situation qui, en vertu précisément du principe de l'équilibre, n'aurait pas dû se produire* » (17).

De fait, Stanley Hoffmann constate que *« l'attitude, qui a été très bien définie par George Bush au lendemain du 11 septembre : 'soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous' ne laissait pas une réelle marge de manœuvre [aux traditionnels alliés des Etats-Unis] »* (p. 21); antilogie sémantique, eu égard aux destinataires censés accueillir ces propos, que le professeur de Harvard tend historiquement à expliquer par *« l'exceptionnalisme [...] au cœur de la politique étrangère américaine »* (p. 33) et par ses deux formes contradictoires génératrices du *« syndrome wilsonien »* (p. 34) : *« la première [...], moins pertinente à mesure que les Etats-Unis se sont développés, est l'isolationnisme, qui découlait de l'impératif formulé par les Pères fondateurs de « ne pas se laisser lier par des alliances » [tandis que la seconde], plus militante, [...] [vise à] garantir un monde viable pour les démocraties en construisant des institutions internationales, bonnes à la fois pour la promotion des intérêts des Etats-Unis et pour l'accomplissement de leur mission, même si elles devaient être organisées pour minimiser le risque d'implication par le biais des alliances, à l'égard desquelles la vieille méfiance américaine demeurait »* (pp. 34-35).

De surcroît, Stanley Hoffmann ajoute que *« la forme militante de l'exceptionnalisme a elle-même deux figures : celle du shérif, toujours prêt à recourir à la force pour écraser les méchants, protéger les petits et assurer le triomphe du bien – Wilson lui-même n'hésitait pas à manier le gourdin en Amérique latine – et celle du missionnaire qui veut émanciper et, en quelque sorte, 'élever' les autres nations »* (p. 35); et l'auteur de préciser que, de nos jours, *« il ne s'agit [...] pas simplement d'affirmer une doctrine de l'intérêt national pur et simple, mais de quelque chose de profondément nouveau qui nous éloigne radicalement du syndrome wilsonien : au lieu d'exprimer des idéaux ou une mission, au lieu d'appeler les Etats-Unis à cultiver leur propre jardin ou, à l'inverse, à édifier avec les autres pays un système multilatéral au service d'objectifs communs, l'exceptionnalisme signifie désormais se maintenir comme seule superpuissance et agir comme telle »* (p. 37). En ce sens, quoique non sans certaines nuances, Stanley Hoffmann semble déplorer cette *« image d'une Amérique narcissique, agitée et agressive »* se substituant, depuis le discours sur l'état de l'Union du mois de janvier 2002 relatif à la définition constitutive d'un *« axe du mal »*, à *« celle de la nation blessée, sympathique et indispensable à notre équilibre »* (18).

Au final et relativement à *« la guerre contre le terrorisme mondial »* déclarée par George W. Bush au lendemain des attentats du 11 septembre, l'auteur met en garde les décisionnaires américains, friands de dangereuses généralisations, en insistant sur le fait que *« le phénomène du terrorisme est extraordinairement hétérogène [...], il est le résultat conjoint de la mondialisation, des tares du système international et de la contestation politique, économique ou spirituelle anti-occidentale en même temps que le signe de la décrépitude des souverainetés et le reflet des innombrables injustices dans le monde »* (p. 54), ajoutant par ailleurs que sa résolution *« exige non seulement une action poli-*

(17) Thierry DE MONTBRIAL, *L'Action et le système monde*, PUF, Paris, 2002, p. 92.

(18) Emmanuel TODD, *Après L'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris, 2002, p. 14.

*cière ou militaire, mais un traitement complexe de ses multiples causes – tâche à long terme qui demande une autocritique de l'ensemble du monde occidental » (pp. 39-40).*

*Axel Arslane Klioua*

Colette Braeckman, *Les Nouveaux Prédateurs. Politique des puissances en Afrique centrale*, Fayard, Paris, 2003.

Journaliste au *Soir* de Bruxelles, Colette Braeckman est une spécialiste de l'Afrique, plus précisément de la région centrale. Sa connaissance du terrain l'a amenée à publier plusieurs ouvrages depuis 1992. Aujourd'hui, elle propose dans son dernier livre un nouveau regard sur les événements congolais. En s'appuyant sur des enquêtes et des témoignages inédits, le raisonnement s'attache à remettre en question le concept d'Etat « en faillite » popularisé notamment par Zartmann.

La guerre dans les Etats d'Afrique centrale trouve dans l'exemple congolais son archétype. Elle n'est pas due à des rivalités internes ni, surtout, à une incapacité institutionnelle du pouvoir central. La lecture occidentalocentrée des événements africains tend à mobiliser des concepts sans pertinence et contribue, de par ce biais, à « *esquiver les véritables raisons* » qui expliquent la situation désastreuse de l'Afrique centrale. Colette Braeckman insiste sur le fait que les nouveaux prédateurs ne sont pas ceux que l'on pense au premier abord. Ce sont des Etats limitrophes mais aussi des institutions internationales. On retiendra du chapitre 3, l'un des plus stimulants du livre, que les richesses du Congo ont certes été pillées par les acteurs étatiques voisins, mais les autres pouvoirs étrangers ainsi que les institutions internationales n'en sont pas moins responsables. Le FMI et la Banque mondiale, par leur politique d'austérité, obligent les Etats, dont le Congo, à rembourser leur dette en devises, ce qui a « *obligé les gouvernements à réduire leurs dépenses sociales* » : enseignement, santé publique, sécurité n'ont plus été assurés (p. 50). Qui plus est, le sort du Congo ressemble étrangement à celui de la Somalie dans ses rapports paradoxaux avec les Etats-Unis : naguère favori, l'Etat est condamné « *au dépérissement par un embargo de fait* » (p. 55) à la fin de l'ère Mobutu. Enfin, l'auteur n'hésite pas à replacer la région dans la configuration mondiale, notamment depuis le 11 septembre 2001 (la superposition de cet événement avec l'assassinat de Kabila rend cette année particulièrement « *dense* » pour les Congolais). La soif américaine du pétrole, associée à la volonté de stabiliser des régions susceptibles de basculer dans le giron d'une nébuleuse terroriste explique les nouvelles ambitions de la superpuissance dans la région. La situation actuelle n'est peut-être pas avantageuse pour un peuple congolais à la recherche d'une liberté de choix politique.

Au cours de la démonstration, on trouvera une mine d'informations sur le génocide rwandais ou sur des figures politiques centrales comme Kagame. L'auteur n'a pas pu cependant intégrer des éléments relatifs à l'intervention européenne dans la ville de Bunia. Cette opération Artémis, considérée comme positive aux yeux du Conseil de sécurité, n'est certes pas la panacée puisque les massacres ont perduré à l'extérieur de la ville en Iturie. La connaissance de terrain dont fait preuve Colette Braeckman devrait sans nul doute contribuer à saisir la portée de ce type d'action internationale en matière de sécurité. Finalement, ce livre est à multiples entrées : de la description historique et documentée du conflit congolais à l'engagement d'une journaliste qui se veut le porte-parole d'un peuple refusant « *d'être traité comme autre-*

*fois les Indiens d'Amérique* ». Le politologue trouvera surtout une interrogation sur la portée heuristique d'un concept très utilisé afin de saisir des réalités politiques extra-occidentales. La faillite de l'Etat ne constitue pas un phénomène endogène mais une variable dépendante d'autres facteurs, dont l'influence des grandes puissances et des organisations internationales.

*Mame Gnilane N'Diaye*